

LE 26 SEPTEMBRE 2019 DÉCLARATION DU COMITÉ EXÉCUTIF NATIONAL

Réunie à Vias, la Direction Fédérale a fait le point sur le dossier de l'imprimerie Méditerranée Offset Presse (MOP).

Les organisations de la CGT (Union Départementale des Bouches-du-Rhône, Union Locale, Fédération et Syndicat Général du Livre de Vitrolles et de ses environs) ont condamné lors de communications précédentes le licenciement de 9 camarades travaillant dans cette imprimerie et ont tenté à de multiples reprises, sans succès hélas, de réunir en assemblée générale l'ensemble des syndiqués de l'entreprise afin d'empêcher cette infamie.

Ces licenciements sont une première ! Dans la profession de la Presse Quotidienne Nationale, ils contreviennent aux usages issus du rapport de force de nos syndicats qui ont systématiquement obtenus, de la part des éditeurs et des pouvoirs publics, les aménagements nécessaires permettant d'éviter tout licenciement.

La situation économique de l'imprimerie est calamiteuse. La responsabilité repose aussi bien sur l'ancien propriétaire Riccobono qui a tout fait et continue d'œuvrer pour fermer cette entreprise, que par l'incompétence plus qu'avérée de la direction actuelle qui amène à une liquidation à court terme ! La mise en redressement judiciaire de l'imprimerie dans les jours prochains n'est que le premier pas d'un processus qui conduira si rien n'évolue à une fermeture rapide.

Cette fermeture va permettre à Riccobono d'être exonéré de ses obligations relatives à ses récentes condamnations et de pouvoir ainsi rapatrier tout ou partie de la charge de travail vers son imprimerie Nîmoise.

De plus, le « management » de l'imprimerie MOP est basé sur le règne de la peur conduisant à des arrêts de travail à un niveau record, à des vies de famille brisées, à des drames personnels. C'est une gestion basée sur l'épuration syndicale d'une partie du personnel.

La Direction Fédérale, à l'unanimité de ses membres, condamne fermement :

- Une gestion d'entreprise basée sur le harcèlement, les brimades et vexations en tout genre. Les violences quotidiennes subies par une partie importante du personnel portent atteinte à l'intégrité physique et morale des salariés et à la dignité humaine.
- L'usurpation du sigle CGT et de la Filpac par des élus complaisants et complices d'une direction mégalomane et dictatoriale pour tenter de justifier l'inacceptable au service d'intérêts personnels.

La Direction Fédérale exige l'arrêt immédiat des premières procédures de licenciements, seul préalable à toute solution sociale et économique pour l'entreprise.

Le Comité Exécutif National réclame la tenue d'une assemblée générale de l'ensemble des syndiqués à la CGT, telle que prévue par les organisations CGT précitées. Cette assemblée générale devra se tenir dans des conditions de sécurité de tous les syndiqués, de respect de l'autre et d'écoute réciproque.

La survie de la MOP qui emploie encore plus de 70 travailleurs, tous syndiqués à la CGT, repose sur un arrêt immédiat de la gestion actuelle de l'imprimerie tant au niveau social qu'économique.

Un avenir est encore possible ! Il n'est envisageable que si toute la CGT de l'entreprise se rassemble autour d'un objectif commun : FAIRE VIVRE LA MOP !

